



Proposition de discours pour Paul-Louis Marty, Président du CECODHAS
CECODHAS Conference « sustainable energy and social housing »
21 avril 2008-Anconna
Teatro delle muse

Seul le texte prononcé fait foi

10.45 : stratégie du CECODHAS sur l'efficacité énergétique et la prévention de la précarité énergétique dans le secteur de l'habitat social

Mesdames, Messieurs,

L'Union européenne connaît une transition énergétique. Elle passe en effet d'un certain mode d'un mode de production et de consommation de l'énergie à un autre.

Les caractéristiques de cette transition sont multiples et de nature différente :

Tout d'abord, **l'augmentation des prix de l'énergie**. Au-delà des symboles (le passage du prix du baril de pétrole à plus de 100 dollars), il y a la réalité quotidienne des millions de citoyens européens pour qui l'accroissement des prix de l'électricité (en moyenne 10% entre janvier 2006 et janvier 2007, avec des pics à 25% dans certains pays comme le Royaume-Uni) et du gaz (environ 7 % en moyenne sur la même période) posent un vrai problème. En effet, ces évolutions ne sont pas suivies par l'augmentation du pouvoir d'achat. De plus, les augmentations des coûts de l'énergie ont un effet disproportionné sur les groupes à faible revenu et augmentent la **pauvreté énergétique** des défavorisés. Mais nous y reviendrons.

Deuxième caractéristique de la transition : **la lutte contre le changement climatique**. On assiste, dans l'UE, à une prise de conscience : il est nécessaire de favoriser l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables car ce sont des moyens efficaces pour lutter contre le changement climatique. Réduire la consommation d'énergie et particulièrement des gaz à effet de serre est non seulement un engagement que l'UE prend dans le cadre des négociations internationales sur le changement climatique mais c'est également, et de plus en plus une responsabilité de l'industrie, des groupes de la société civile, des citoyens. L'enjeu est simple et crucial : notre bien-être à tous.

Troisième caractéristique de la transition : **la libéralisation** du marché de l'énergie. Elle redéfinit les modes d'organisation de la distribution de l'énergie et entraîne une évolution du rôle régulateur des pouvoirs publics. La libéralisation ne se résume pas à un face à face entre entreprises et citoyens : les pouvoirs publics ont la responsabilité de préserver les droits et devoirs de chacun et de réguler le marché de l'énergie dans un sens favorable à une meilleure qualité de vie pour tous.

Un des objectifs de cette conférence est de préciser en quoi les opérateurs du logement social peuvent contribuer de manière cruciale au succès de cette transition.

Les activités des opérateurs du logement social, réunis au sein du CECODHAS, les projets que nous développons, les liens que nous tissons avec les résidents montrent bien que nous avons la capacité de contribuer de manière décisive à la transition énergétique que nous devons traverser, notamment parce que cette transition ne réussira que si elle est centrée sur les utilisateurs finaux, les résidents, les citoyens.

Tout d'abord, le secteur de logement social a un très fort **potentiel d'économie d'énergie**. La Commission elle-même a identifié le logement comme secteur-clé pour la réalisation de son Plan d'Action pour l'efficacité

énergétique. En effet, les bâtiments sont responsables de plus de 40% des émissions totales de CO2 et le seul secteur résidentiel représente le principal contributeur dans le secteur du bâtiment (en 2002, environ 77% des émissions). Les organisations du logement social, coopératif, public ou non-lucratif, membres du CECODHAS gèrent environ 20 millions de logement dans l'UE. L'empreinte énergétique de ces logements est très variable mais nous vous présenterons des données plus détaillées dans la première session cette après-midi. Nous avons entrepris de dresser un bilan des obstacles à une meilleure efficacité énergétique du parc social en Europe mais aussi mesuré le potentiel que ce parc représente sous la forme d'une publication qui vous a été distribuée. cet état des lieux est une étape nécessaire à la mobilisation du secteur du logement social autour d'objectif précis.

Ensuite, les opérateurs du logement social ont un autre atout dans la promotion de l'efficacité énergétique et la lutte contre le changement climatique : c'est leur **lien avec les résidents**. En effet, que cela soit dans nos activités quotidiennes, ou dans le cadre de projets visant à accroître la participation des locataires, les opérateurs ont une position stratégique : ils sont en mesure d'informer, de former et *in fine* d'inciter les locataires à adapter leurs comportements énergétiques afin de mieux faire face au défi climatique et ainsi d'accroître leur qualité de vie.

Enfin, depuis longtemps maintenant, le secteur du logement social a un **fort potentiel démonstrateur pour les nouvelles technologies** liés à la réduction de la consommation de l'énergie et l'accroissement de l'efficacité énergétique. De nombreux projets pilotes de construction de logements sociaux très peu consommateurs d'énergie, voire neutres énergétiquement, voient le jour en Europe. Les meilleurs de ces projets vont vous être présentés pendant ces deux jours de conférence. Il importe aujourd'hui de voir comment ils peuvent être développés à plus grande échelle.

Les enjeux de cette transition énergétique sont importants. On a parlé de la lutte contre le changement climatique. Les aspects sociaux sont également cruciaux : comme nous l'avons évoqué, l'augmentation du coût de l'énergie est un facteur de l'accroissement de la **pauvreté énergétique**, c'est-à-dire l'incapacité pour certains ménages de payer leurs factures énergétiques ou de chauffer leur logement de manière adéquate. C'est un phénomène répandu en Europe. En Grande-Bretagne, où la mesure de la pauvreté énergétique est la plus développée, le nombre de ménages en situation de pauvreté est actuellement de 4 millions. La pauvreté énergétique naît d'une part d'un manque de ressources mais aussi des caractéristiques des logements et des équipements. Ainsi l'insuffisance de revenus est souvent liée au fait d'habiter dans des logements plus difficiles à loger et à la possession d'équipements électriques très consommateurs d'énergie.

Les opérateurs du logement social sont témoins de l'augmentation de la pauvreté énergétique. Ils s'efforcent de combattre ce phénomène, avec l'aide d'autres acteurs, en s'attaquant aux causes en favorisant par exemple l'efficacité énergétique des logements mais aussi en agissant sur les symptômes, par le biais des tarifs sociaux négociés avec les fournisseurs d'énergie.

Face à ces enjeux, le CECODHAS souhaite :

- Développer un partenariat avec les villes qui ont un rôle crucial à jouer, les autres organisations travaillant sur la question des aspects sociaux et environnementaux de la transition énergétique, les industriels (par exemple, les grands fournisseurs d'énergie doivent avoir un rôle actif dans la promotion des énergies renouvelables et dans le financement des mesures d'efficacité énergétique)
- Dans l'objectif de fournir un meilleur service aux locataires et habitants, le CECODHAS s'associe aux réseaux d'usagers européens et aux syndicats (ETUC, CEEP) dans leurs actions pour une meilleure protection des consommateurs et pour la garantie du droit à l'énergie. Avec les syndicats et les organisations environnementales nous envisageons de lancer une campagne pour un habitat durable en mettant l'accent sur un des obstacles majeurs que nous avons pu identifier, à avoir, le manque de personnels qualifiés. Le secteur de l'habitat durable est en expansion, il constitue un gisement d'emploi qui doit être développé.
- Concevoir des politiques de réduction de la pauvreté énergétique basée sur une définition claire ainsi que des méthodes de mesure mais aussi sur une approche préventive, comme nous l'avons proposé au Parlement européen qui votera sur la libéralisation des marchés de l'énergie avant l'été.
- Nous demandons également dans le cadre de la révision de la directive TVA qu'il soit possible d'appliquer des taux réduits aux produits améliorant l'efficacité énergétique

- Nous souhaitons, dans le cadre de la révision de la directive efficacité énergétique des bâtiments que le diagnostic énergétique aujourd'hui imposé par la directive soit accompagné de proposition de mesures pour l'amélioration qui soit impartiale, abordables et justifiées. Pour cela le diagnostic doit être fait par un contrôleur indépendant et ce diagnostic doit lui aussi être abordable puisqu'il est imposé. La révision de la directive doit aussi être l'occasion de soulever le problème de l'information et la formation dans ce domaine. Il est indispensable de changer les comportements et des campagnes de sensibilisation pourraient avoir un effet nettement plus immédiat sur la réduction de la consommation d'énergie que des rénovations qui vont s'étaler dans la durée.

- Enfin, Le secteur du logement social en Europe cherchera à prendre un engagement fort pour la construction de logement à basse consommation d'ici 2015.

Cette conférence est l'occasion de réunir des acteurs, qui bien que de nature différente, ont pour objectif commun d'œuvrer pour une énergie durable en Europe.

Tous ensemble, je souhaite que nous puissions travailler efficacement au service des citoyens pour améliorer leur bien-être.

Je vous remercie